

Questions orales

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, il me faudrait examiner cela en détail pour pouvoir donner une réponse. Tout dépend de ce que le représentant entend par prix actuels. Tout achat de pétrole étranger pourrait assurément faire l'objet de l'indexation dont j'ai parlé.

LE PIPE-LINE VERS MONTRÉAL—LE CAS DU SUPERPORT DU SAINT-LAURENT

M. John A. Fraser (Vancouver-Sud): Le ministre peut-il nous dire si le Québec a consenti à la construction d'un pipe-line jusqu'à Montréal et, le cas échéant, est-ce à dire qu'on renoncera au projet d'aménagement, dans le Saint-Laurent, d'un superport pour les pétroliers géants?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, il n'y a pas encore d'entente à ce sujet, mais l'intégration du projet d'un superport est une des questions qu'il faut discuter à fond.

M. Fraser: Une question supplémentaire. Le ministre nous dirait-il si le retard qui s'est produit depuis l'annonce relative à l'oléoduc est entièrement ou partiellement attribuable aux objections soulevées par le Québec à l'abandon du projet de superport?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, étant donné l'opposition plutôt énergique à la proposition, nous tâcherons naturellement d'en arriver à un accord là-dessus avec la province, et c'est à discuter.

LES PROVINCES DE L'ATLANTIQUE—L'ACCÈS AU PÉTROLE DE L'OUEST

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question non seulement au ministre responsable de l'Énergie mais à tous les Canadiens, en leur rappelant que l'Est du Canada ne comprend pas obligatoirement les provinces de l'Atlantique. J'aimerais demander au ministre si, lorsque l'on parle de construire un pipe-line jusqu'à Montréal, il ne serait pas possible et concevable de tenir compte du fait que Montréal, ou plutôt le fleuve Saint-Laurent est gelé pendant deux ou trois mois de l'année et que l'Est du Canada, les provinces de l'Atlantique et en particulier les Maritimes pourraient avoir accès au pétrole de l'Ouest du Canada autre que celui qui passerait par le canal de Panama?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, si le député veut parler du fait qu'un pipe-line allant jusqu'à Montréal prendrait plus de temps, il devrait envisager les frais supplémentaires que subiraient les provinces de l'Atlantique si elles dépendaient du pétrole de l'Alberta plutôt que du pétrole étranger.

LA TAXE À L'EXPORTATION DU PÉTROLE ET LES PRIX—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT POUR APRÈS LE 31 JANVIER 1974—LES EXPORTATIONS VERS L'É.-U.

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, le ministre n'a pas parlé de la taxe à l'exportation ou du contrôle des prix dans sa déclaration. Peut-il nous dire ce soir s'il envisage de maintenir le contrôle des prix après le 31 janvier et si la taxe à l'exportation sera également maintenue?

[M. Nielsen.]

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je pense avoir l'occasion de discuter à nouveau de cette question avec le gouvernement de l'Alberta et je préfère réserver tout autre commentaire jusqu'à ce que ces discussions soient terminées.

M. Nystrom: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Étant donné que nous continuons d'exporter plus que nous n'importons, le ministre peut-il nous assurer que nous restreindrons les exportations de pétrole vers les États-Unis si une grave pénurie se produit dans l'Est du Canada ou en Colombie-Britannique?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, c'est en fait ce qui s'est passé pendant les deux derniers mois de l'année en cours. Il y a une diminution depuis déjà un certain temps d'environ 175,000 barils par jour. Le problème est le manque de moyens de transport plutôt que l'approvisionnement, ce qui signifie que l'Ouest du Canada ne peut pas donner davantage aux marchés canadiens qui connaissent une pénurie.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LA PÉNURIE DE RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES—LES RÉPÉRCUSSIONS SUR LES ÉCHANGES CANADO-AMÉRICAINS

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce, monsieur l'Orateur. En raison des prédictions aux États-Unis d'une absence de progrès en 1974, d'une réduction de 6 p. 100 dans la production industrielle et peut-être d'un taux de chômage de 6 p. 100 à cause de la crise de l'énergie, les fonctionnaires du ministre ont-ils cherché à savoir quelles répercussions aurait directement ou indirectement la pénurie de l'énergie sur l'économie canadienne?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Comme le député s'en rend probablement compte, nous surveillons de très près cette situation. La récente enquête sur les décisions en matière d'investissements révèle que les entreprises canadiennes envisageaient d'augmenter leurs placements dans les biens de production et les usines au-delà de 20 p. 100 en engageant particulièrement beaucoup de fonds dans les industries de fabrication. Il est évident qu'en raison des changements qui surviennent en ce moment des études seront effectuées constamment.

M. Stevens: Une question supplémentaire...

M. l'Orateur: A l'ordre. Nous avons dépassé le temps réservé par l'ordre de la Chambre. Le député pourrait peut-être poser une question supplémentaire. Je donnerai ensuite la parole au député de Shefford et au député de Qu'Appelle-Moose Mountain avant de faire l'appel de l'ordre du jour.